

Unité départementale de la Côte-d'Or  
5 voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25005 Besançon Cedex

Dijon, le 14/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France**

24 rue de la Stéarinerie  
BP 150  
CEDEX4  
21000 Dijon

Références : 2024/431  
Code AIOT : 0005401100

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 de l'inspection portant sur les émissions de COV. La visite a également permis de faire le point sur le dossier de réexamen remis dans le cadre de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe.

Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

Le site est classé en rubrique 3670-2 de la nomenclature des installations classées et soumis au BREF et aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques. Dans ce cadre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 sont applicables à partir du 9 décembre 2024.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Concernant le réexamen des conditions d'autorisation à effectuer dans le cadre de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques : l'instruction du dossier de réexamen transmis par courrier en date du 18/01/2022 dans le cadre de l'article R.515-71-I a fait l'objet d'une demande de compléments de la

part de l'inspection en date du 10/07/2023.

A date de l'inspection du 26/11/2024 les compléments n'ont pas été transmis à l'inspection. Un échange est effectué lors de la visite d'inspection sur les points restants à finaliser par l'exploitant en vue de la date de mise en conformité aux conclusions sur les MTD au 09/12/2024. L'inspection reste en attente de ces éléments qui seront repris dans le rapport d'instruction du dossier de réexamen qui sera produit ultérieurement. A noter qu'à partir de leur entrée en vigueur au 09/12/2024, les conclusions sur les MTD sont applicables et susceptibles de faire l'objet d'un contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
8	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Sans objet
11	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence une dégradation des émissions de COV canalisées émises par l'oxydateur SIRI depuis la mesure du 29/06/2021. La valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de COV<sub>nm</sub> de l'arrêté préfectoral de 2009 n'est pas respectée. L'exploitant recherchera l'origine de ces dépassements et mettra en place un suivi des opérations d'entretien et de vérification du bon fonctionnement de l'oxydateur pour éviter ces dépassements.

De plus, l'exploitant ne fait pas procéder au contrôle des chaudières de plus de 1MW par un organisme agréé. Seul le prestataire en charge de leur entretien effectue des mesures périodiques d'autosurveillance. Une mise en demeure est proposée sur ces deux points pour :

- l'atteinte de la conformité des rejets en sortie d'oxydateur ;
- la réalisation des contrôles des rejets des chaudières par un organisme agréé.

Par ailleurs, des actions correctives et des justificatifs sont demandés sur la mise en place d'un registre de suivi de l'oxydateur (périodes d'indisponibilité, entretien) et l'amélioration des rapports de mesure des émissions avec l'interprétation des dépassements observés et la mise en cohérence des périodes de mesure avec les périodes de fonctionnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  Au préalable de l'inspection il a été demandé à l'exploitant la transmission de la mise à jour de l'inventaire des émissaires canalisés présents sur le site. Lors de la visite d'inspection, cet inventaire a pu être confirmé avec les constats visuels des émissaires présents sur site.  Les points suivants ont été supprimés du fait de la réduction de l'appareil productif : (référence des n° de conduit fixés dans l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009) <ul style="list-style-type: none"><li>• Conduit 7 - Suppression de la machine i20, non remplacée</li><li>• Conduit 10 - Suppression de la machine i30, non remplacée</li><li>• Conduit 11 - Suppression de la machine 14L, non remplacée</li><li>• Conduit 13 - Mise hors service de l'incinérateur DURR</li></ul> D'autres transformations ont également eu lieu sur les différentes chaudières présentes sur site. Ainsi les émissaires canalisés restants sur site sont les suivants :  <u>Chaudières : 7 conduits</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• n°1 + 2 : bâtiments administration et centre graphique ;</li><li>• n°3 + 4 : bâtiments magasins et atelier d'impression ;</li><li>• n°6 : atelier de mise en basse des déchets et découpe dans les mandrins ;</li><li>• n° 6' : atelier de mise en basse des déchets et découpe dans les mandrins (2<sup>ème</sup> conduit non référencé dans l'arrêté préfectoral de 2009) ;</li><li>• n°8 : chaudière technique de l'imprimeuse 34i ;</li><li>• n°9 : chaudière technique de l'imprimeuse 36 i et de la laqueuse 17 L ;</li><li>• n°12 : chaudière technique de l'imprimeuse 33 i.</li></ul>

Oxydateur :

- n°14 : oxydateur SIRI : prise en charge des gaz captés sur les imprimeuses 33i, 34i, 36i, la laqueuse 17 L et sur les 2 machines à laver.

Extraction des bains de traitement de surface

- n°15 bains de cuivrage et bains de chromage

La canalisation des émissions n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection. Les points de process à l'origine d'émissions sont canalisés. L'air ambiant des bâtiments et des locaux des machines à laver est aspiré et rejeté à l'atmosphère.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Émissions diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

**Constats :**

D'après le dossier de réexamen, l'établissement dispose des stockages suivants :

- Stockage de produits chimiques en cuves (Process et STEP)
- Stockage des encres et peintures en fûts ou en bidons
- Stockage de matières combustibles pour le conditionnement (carton notamment) ;
- Entreposage des déchets ;

La visite d'inspection a permis de confirmer qu'aucun produit pulvérulent n'est utilisé sur site et que le stockage ne présente pas de risque d'émission diffuse de solvant. Seul un produit sous forme de billes de cire à base de polymère sans solvant d'environ 1 cm de diamètre est utilisé. Celui-ci ne présente pas de risque d'émissions diffuses.

Les émissions diffuses de solvant peuvent en revanche provenir des opérations suivantes :

- zone de dépotage des camions citernes à l'extérieur du site : événements des cuves qui dégazent lors du remplissage des citernes enterrées par dépotage des camions : émissions extérieures directes ;
- remplissage des encriers des machines d'impression : émissions captées dans l'air ambiant du bâtiment d'impression puis rejetées à l'atmosphère ;
- atelier de préparation des encres et vernis : les cuves de teintures mères sont reliées par des conduits pour alimenter la machine qui procède aux mélanges mais le pot à remplir reste ouvert : émissions captées dans l'air ambiant du bâtiment d'impression puis rejetées à l'atmosphère ;
- local des machines à laver : ces machines servent à nettoyer au solvant les outillages et les cylindres pour enlever l'encre séchée. Les machines sont reliées à l'oxydateur, les vapeurs de lavage sont envoyées à l'oxydateur en fin de cycle. L'air ambiant du local est aspiré et rejeté à l'atmosphère.

D'après le Plan de Gestion des Solvants de 2023 (cf. point de contrôle n°11), les émissions diffuses du site s'élèvent à 83,3 tonnes de COV pour l'année 2023. Au regard de la quantité de solvants utilisés sur site (1027,6 tonnes de solvants achetés et utilisés + 272,5 tonnes régénérées en interne, soit 1300,1 tonnes), les émissions diffuses représentent 6,4 % ce qui respecte les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF STS (tableau n°29) et l'article n°3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 correspondant qui fixe ce plafond d'émissions à 12 % d'émissions diffuses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Traitement des fumées - entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'oxydateur est relié à une alarme en cas de mise en défaut. L'alarme sonne et allume une lumière rouge au niveau du poste de commande situé au service de maintenance. Le site fonctionne en 3x8 ce qui permet une présence permanente au niveau de la maintenance et permet aux équipes de réagir en cas de mise en défaut de l'oxydateur.

L'exploitant fait vérifier l'oxydateur par les prestataires suivants :

- ENGIE est en charge de l'entretien du brûleur
- OPERATIONAL est en charge du contrôle des paramètres de fonctionnement, de l'étanchéité des vannes (contrôle à froid), de la caméra thermique (contrôle à chaud), de l'état des briques et d'un contrôle de l'état des équipements.

L'exploitant indique que ces contrôles sont a minima annuels, le rapport de contrôle du fonctionnement effectué par OPERATIONAL en 2022 a été consulté en inspection, et le rapport 2023 a été transmis suite à l'inspection. Ces rapports font état d'un état moyen de l'oxydateur et comportent des recommandations d'actions correctives.

**Non-conformité : le compte-rendu des opérations d'entretien du brûleur effectuées par ENGIE n'a pas pu être consulté en inspection, ni transmis suite à l'inspection. De plus, l'ensemble des opérations d'entretien de l'installation n'est pas consigné dans un registre. Ces éléments ne permettent pas de s'assurer du bon entretien des installations et de la mise en œuvre des actions correctives recommandées.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en place un suivi de l'entretien de l'oxydateur notamment sous forme d'un registre ou autre système permettant de s'assurer de la périodicité des contrôles réalisés ;
- mettre en œuvre les actions correctives identifiées dans les rapports ;
- transmettre les compte-rendus des opérations d'entretien du brûleur pour les années 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Traitement des fumées - conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
<b>Constats :</b>  <b>Non-conformité :</b> les périodes d'indisponibilité de l'oxydateur ne sont pas consignées et leur origine n'est pas analysée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi des périodes d'indisponibilité de l'oxydateur permettant à la fois de pouvoir identifier ces périodes, en analyser les causes, et identifier les actions correctives associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
<b>Constats :</b>  L'oxydateur détruit les COV par l'action de la chaleur. La chaleur est récupérée dans des briques réfractaires qui font l'objet de contrôles périodiques. Aucun autre consommable n'est nécessaire à son bon fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traitement des fumées - consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une notice de fonctionnement de l'oxydateur élaborée par le constructeur Donau Carbon Technologies qui répond à cette exigence. De plus, une fiche imprimée est présente au niveau du poste de commande de l'oxydateur qui porte sur la mise en défaut de l'installation en cas de défaut de haute température et sur les opérations de remise en route. La notice est accessible depuis le poste de commande par le réseau informatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance des rejets - mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les rapports de surveillance de l'oxydateur SIRI ont été communiqués à l'inspection concernant les contrôles effectués en date du 2 juillet et du 3 octobre 2024. La surveillance est effectuée à fréquence semestrielle par DEKRA qui dispose d'une accréditation COFRAC et qui est un organisme agréé par le ministère chargé des installations classées par arrêté du 7 décembre 2023 paru au JO du 22 décembre 2023.  La surveillance des rejets des bacs de traitement de surface (conduit n°15) est également effectuée une fois par an par DEKRA.



**Non-conformité : aucune surveillance par un organisme agréé n'est effectuée sur les chaudières. Seul ENGIE en charge de leur entretien réalise une autosurveillance. Or l'arrêté ministériel du 03/08/2018 applicable aux installations de combustion soumises à déclaration impose les fréquences de contrôle suivantes :**

6.3. *Mesure périodique de la pollution rejetée*  
(Arrêté du 15 juillet 2019, article 1er II 14°)

*I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.*

En vertu de son article 1, cet arrêté ministériel est applicable aux appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 1 MW.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu de la puissance de combustion présente sur site supérieure à 5 MW, il est demandé à l'exploitant de faire effectuer au moins une fois tous les deux ans le contrôle prévu à l'article 6.3 susmentionné sur les chaudières de plus de 1MW, à savoir la chaudière liée aux magasins et à l'atelier d'impression (4,1 MW), et les 3 chaudières de chauffe des machines (1,163 MW, 1,165 MW et 1,160 MW).  
La première échéance de contrôle devra intervenir dans un délai de 6 mois. Une mise en demeure est proposée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Surveillance des rejets - programme**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets

**Prescription contrôlée :**

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

**Constats :**

Les normes et méthodes de référence présentées dans le rapport de mesure DEKRA suite à la mesure en date du 03/10/2024 sur les rejets de l'oxydateur SIRI et utilisées dans le cadre de cette mesure correspondent à celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au JO du 11/04/2024.

Les écarts à la norme suivant ont été relevés dans le rapport :

Paramètres / Normes	Ecart	Impact possible sur le résultat
Vitesse à l'éjection	La valeur de vitesse à l'éjection est calculée théoriquement et reflète uniquement les conditions de marche effectives lors des présents essais	Impact modéré. Les dimensions à l'éjection ainsi que les conditions de température et de pression à l'éjection n'étant pas mesurables, ces résultats sont délivrés à titre informatif.
Débit / ISO 10-780 / NFENISO16911 / FDX43140	Le nombre d'orifices ne permet pas la scrutation de l'ensemble de la section de mesure.	Incertitude sous-estimée sur le flux et le débit. Impact faible car débit stable

L'impact de ces écarts sur les résultats de mesure est jugé faible. L'inspection considère qu'ils ne remettent pas en question la valeur des mesures relevées.

Le rapport des mesures effectuées le 03/10/2024 indique que 3 mesures de 30 minutes ont été effectuées aux horaires suivants. Les conditions de fonctionnement des 4 machines reliées à l'oxydateur sont également détaillées dans le rapport :

- 11h10 - 11h40 : fonctionnement de 3 machines sur 4 ;
- 11h40 - 12h10 : fonctionnement des 4 machines jusqu'à 12h ;
- 13h10 - 13h40 : **conditions de fonctionnement non précisées.**

**Non-conformité : le rapport de mesure ne permet pas de s'assurer du fonctionnement des installations au moment de la troisième mesure.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser les conditions de fonctionnement des installations pendant le troisième essai de mesure des rejets de l'oxydateur du 03/10/2024 et de prévoir la bonne correspondance entre les périodes de mesure et les périodes fonctionnement dans les contrôles ultérieurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 9 : Surveillance des rejets - justification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les paramètres mesurés en sortie de l'oxydateur sont O <sub>2</sub> , CO <sub>2</sub> , CO, NO <sub>x</sub> , COVT, CH <sub>4</sub> , COVnm. Les résultats de mesure des paramètres CO, et NO <sub>x</sub> respectent les VLE et n'appellent pas de commentaire de la part de l'exploitant. Un dépassement par rapport à la VLE de l'arrêté préfectoral de 2009 est constaté sur les COVnm : 34,4 mg/m <sup>3</sup> mesurés en moyenne pour une VLE de 20 mg/m <sup>3</sup> . La mesure du contrôle du 2 juillet 2024 est également en dépassement avec une valeur mesurée à 29,6 mg/m <sup>3</sup> (voir détail dans le point de contrôle suivant). <b>Non-conformité : aucune explication n'est apportée quant à ce dépassement dans le rapport de mesure.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de compléter les rapports de mesure avec des commentaires sur les causes des dépassements constatés et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 10 : Respect des VLE - conformité aux rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.  Les VLE applicables au site sont issues de plusieurs textes réglementaires. Arrêté préfectoral du 19/10/2009 : <ul style="list-style-type: none"><li>• 20 mg/Nm<sup>3</sup> en COVnm</li><li>• 50 mg/Nm<sup>3</sup> en CH<sub>4</sub></li></ul>

Conclusions sur les MTD du BREF STS et leur transposition dans l'arrêté ministériel du 03/02/2022 qui seront applicables à partir du 9 décembre 2024 : § 3.11 Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition  
article 3.11.1.3 : émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques)

- 20 mg C/Nm<sup>3</sup> en COVT (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)

#### Constats :

Les résultats des mesures effectuées en date du 05/07/2024 et 03/10/2014 sont les suivants :

##### COVnm

- 02/07/2024 : 34,4 mg/m<sup>3</sup> Ind C en moyenne (3 essais à 41,3 ; 33,2 ; 28,8)
- 03/10/2024 : 29,6 mg/m<sup>3</sup> Ind C en moyenne (3 essais à 28,5 ; 29,7 ; 30,7)

##### COVT

- 02/07/2024 : 34,7 mg/m<sup>3</sup> Ind C en moyenne (3 essais à 41,6 ; 33 ; 29)
- 03/10/2024 : 30,2 mg/m<sup>3</sup> Ind C en moyenne (3 essais à 29,2 ; 30,2 ; 31,3)

**Non-conformité : les deux moyennes en COVnm dépassent la VLE de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de l'arrêté préfectoral de 2009 et plusieurs essais dépassent 1,5 fois la VLE soit 30 mg/Nm<sup>3</sup>**

**Or les valeurs mesurées en 2020 (cf. dossier de réexamen) respectaient cette VLE ce qui témoigne d'une dégradation du niveau des émissions. En effet, l'exploitant établit un suivi du contrôle de ces mesures depuis 2013. Ce suivi a été consulté lors de l'inspection et a été transmis suite à l'inspection. Il montre un non-respect récurrent et systématique de la VLE à partir de la mesure du 29/06/2021 .**

A noter que le site n'émet quasiment pas de CH<sub>4</sub>, les mesures en COVnm et COVT sont presque équivalentes.

A noter que les deux moyennes en COVT dépassent également la VLE de 20 mg C/Nm<sup>3</sup> de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 applicable à partir du 9 décembre 2024 pour les émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de rechercher les causes de cette dégradation et de mettre en place les actions correctives pour un retour à la conformité des émissions. Au vu de la persistance de la non-conformité, une mise en demeure est proposée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 11 : Plan de gestion des solvants (PGS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

#### Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

Le PGS 2023 a été transmis par l'exploitant en date du 12/11/2024 en vue de l'inspection du 26/11 et il est également transmis annuellement dans le cadre de la déclaration GEREP.

Le plan de gestion est cohérent. En particulier il convient de noter :

- I1 : calculé avec la consommation de produits du mois (pas d'effet de stock) ;
- I2 : récupérations de solvants par le distillateur relié aux machines à laver et au process de nettoyage automatique de la machine 34i ;
- O1 : calcul par rapport aux taux de solvants présents dans les préparations (grammage déposé par m<sup>2</sup> de bande au moment de l'impression) et au taux d'abattement de l'oxydateur (captation lors de l'impression) ;
- O2 : rejets aqueux du centre graphique : pas de solvants ;
- O3 : teneurs résiduelles mesurées par analyses chimiques sur les emballages fabriqués ;
- O6 : calcul à partir du tonnage de déchets et d'un taux de solvant mesuré historiquement.

Le plan relève les actions de réductions suivantes :

- Durant l'année 2023, les volumes de production ont continué de baisser par rapport aux années précédentes ;
- Le site continue toujours de réduire les consommations de solvants aux travers de différents moyens :
  - la réduction des grammages d'encres et de sur-laques déposés sur les produits ;
  - la création de boucles de distribution du solvant distillé sur machines pour réduire les consommations de solvant pur ;
  - la mise en place de la récupération des solvants de lavage et leur envoi vers le distillateur.

**Type de suites proposées :** Sans suite